Steve Jermy : l’échec de l’Occident à s’ adapter à la réalité multipolaire

Le commodore Steve Jermy, de la Royal Navy, a commandé des navires de guerre au sein de la 5e escadre de destroyers et de l’aéronavale britannique. Il a servi pendant la guerre des Malouines et en Adriatique lors des campagnes de Bosnie et du Kosovo. Il a ensuite pris sa retraite après une mission opérationnelle en 2007 comme directeur de la stratégie à l’ambassade britannique en Afghanistan. Il est l’auteur du livre « Stratégie pour l’action : employer la force à bon escient au 21e siècle ». Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng GoFundMe : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés de Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Introduction aux dynamiques géopolitiques 02:56 Comprendre le monde multipolaire 06:45 L’évolution des rapports de force militaires et économiques 09:57 Le rôle de l’énergie dans l’économie mondiale 13:39 Crise du coût de la vie et dépendance énergétique 18:06 Se préparer aux défis économiques à venir 24:35 La recomposition des rapports de force mondiaux 25:33 Trouver ses repères dans un monde en mutation 29:30 Le rôle de l’économie dans les conflits mondiaux 36:28 Les dangers de se voiler la face 37:37 Les issues possibles de la guerre en Ukraine 45:22 Le risque d’escalade et de conflit nucléaire

#Glenn

Rebonjour à toutes et à tous. On accueille aujourd’hui Steve Jermy, commodore de la Royal Navy, qui a commandé des navires de guerre au sein de la cinquième escadre de destroyers et de l’ aéronavale britannique. Il a aussi été directeur de la stratégie à l’ambassade britannique en Afghanistan, et il écrit d’excellentes analyses. Alors, allez jeter un œil à son travail sur Substack. J’ai mis un lien dans la description. Ça me fait plaisir de vous revoir. Comment allez-vous depuis la dernière fois ?

#Steve Jermy

Oui, je vais bien, Glenn. Je rentre tout juste de Tbilissi, où tu nous as manqué. C’était l’événement de Pascal, et je crois que c’était aussi un forum politique. Laurie Johnston était là, Pascal aussi, et beaucoup d’autres encore. C’était un super événement, et j’espère qu’il y en aura un autre en mai

prochain. Ce qui me plaît d'abord à Tbilissi, c'est que la ville est à la croisée des chemins, tu vois, entre l'Ouest et l'Est, entre le Nord et le Sud. Et ça favorise l'ouverture d'esprit, qui est justement ce dont on a besoin en ce moment.

#Glenn

Oui, j'y étais il y a quelques mois, et je ferai en sorte d'y être la prochaine fois. C'est une ville formidable et un pays magnifique. En Europe, on passe souvent tellement de temps à se dire que les Géorgiens ont des choses à apprendre de nous qu'on ne se demande jamais ce qu'on pourrait apprendre d'eux. Et je pense que leur pragmatisme politique est très important. Je trouve intéressant qu'on ait autant de mal à comprendre ce qu'ils nous disent, alors que c'est tout simple. Ils disent : « On aime l'Europe. On veut se rapprocher de l'Europe. On serait heureux d'entrer dans l' Union européenne. Mais il faut aussi reconnaître qu'on vit à la frontière d'une grande puissance. »

« Si on commence à accueillir des missiles de l'OTAN et des troupes américaines en Géorgie, c'est un peu comme si les Russes déployaient leurs troupes au Mexique. On serait anéantis. Alors, on va s' entendre avec la Russie. Ce sont nos voisins. Mais à part ça, voyons comment on peut se rapprocher encore plus de l'Europe. » Je veux dire, cette position ne devrait pas faire polémique, mais pour nous, en Occident, ça semble très difficile à avaler. Donc non, je trouve que c'est un pays formidable. Bref, ça a un certain rapport avec ce dont je voulais vous parler aujourd'hui. En Occident, on a l'air d'avoir du mal à s'adapter aux nouvelles réalités. Je veux dire, tout le monde semble reconnaître que le monde est en train de changer en profondeur.

Autrement dit, le rapport de force a complètement changé. On est dans un système multipolaire, et si on veut la sécurité et la prospérité, il faut s'adapter. Mais en même temps, on considère l'époque précédente, surtout la période qui a commencé dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, comme une époque formidable, parce que tout le pouvoir était concentré en Occident. Et on n'a tout simplement pas envie de s'adapter. On veut revenir à nos anciennes habitudes. Et ça, vous savez, ça complique beaucoup les choses. Il faut regarder vers l'avenir. Il faut accepter nos limites. Il faut reconnaître qu'on jouera un rôle plus modeste dans le système international. On va devoir composer avec nos adversaires. Et le fonctionnement de la géopolitique et de la géoéconomie va lui aussi changer.

Mais reconnaître cette réalité, c'est presque passer pour un traître. On y voit une trahison, une capitulation, comme si on ne croyait pas assez à cette vision qu'on avait dans les années quatre-vingt-dix, quand on pensait transformer le monde avec notre hégémonie libérale. Donc oui, ce que je veux dire, c'est que l'Europe devient un drôle d'endroit. Mais vous, au contraire, vous faites partie de ceux qui regardent vers l'avenir et qui partent de la façon dont le monde change pour réfléchir aux meilleures politiques à mener à l'avenir. Et vous écrivez aussi là-dessus. Alors, pour commencer, j'aimerais vous demander : comment voyez-vous ce monde multipolaire et la capacité de nos dirigeants à s'y adapter ? Et dans ce monde, comment la politique, l'économie et l'énergie vont-elles s'articuler ?

#Steve Jermy

Je crois que c'est la question à soixante-quatre mille dollars. J'ai essayé d'y répondre, et je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Je suis vraiment content d'avoir l'occasion d'en parler avec toi, Glenn, parce que j'apprécie beaucoup ton érudition. Comme tu le sais sans doute, j'ai publié sur mon Substack un article intitulé « The Structure of the Future ». Il reprend des réflexions que j'avais menées en deux mille seize et que j'avais présentées lors d'une conférence, il y a… dis donc, dix ans déjà. À mes yeux, il y a trois grandes composantes. La première, c'est la géopolitique. La deuxième, c'est l'économie. Et la troisième, c'est ce que j'appelle l'énergétique, autrement dit le monde de l' énergie. Je pense qu'il faut voir ces trois composantes comme liées les unes aux autres. Mais c'est la politique qui fait tout le bruit, alors c'est là que se concentrent les commentateurs.

C'est là que les gens regardent ce qui se passe en ce moment dans le détroit d'Ormuz, et ainsi de suite. Je pense que c'est important. Mais à mon avis, ce qui se joue de décisif en politique et en géopolitique, c'est le basculement que vous venez de décrire. On dit qu'on va vers un monde multipolaire. Je ne crois pas que ce soit vrai. On est déjà dans un monde multipolaire. À mes yeux, ça ne pourrait pas être plus clair. Je pense que tout dépend de ce qu'on entend par « pôle ». Dans l' article, j'explique que les pôles se définissent avant tout par leur puissance militaire, même si ça va bien au-delà. Mais je ne crois pas que la puissance militaire se résume à ce que John Mearsheimer appelle la puissance latente. J'apprécie beaucoup les travaux de John, mais pour lui, le PIB et la population sont les facteurs déterminants de la puissance.

Je pense que les facteurs déterminants de la puissance militaire sont différents. Le premier, c'est la capacité industrielle : la capacité de fabriquer ce dont on a besoin pour être une puissance militaire. Le deuxième, c'est l'énergie. Il faut de l'énergie pour faire tourner les usines et mener les opérations. Et le troisième, c'est la capacité à penser et à agir de façon stratégique. Je suis sûr qu'on y reviendra. Mais quand on regarde ce qui se passe dans le monde, il me paraît clair que le basculement vers un monde multipolaire a déjà eu lieu. La semaine dernière, il y a eu la réunion du G3 à Shenzhen, et c'en est certainement un signe. Le fait que l'Europe n'ait été invitée ni à cette réunion ni aux pourparlers visant à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ça dit quelque chose. Ça dit que l'Europe est faible.

L'Europe se dit forte, et quand on regarde son PIB, on peut dire qu'elle l'est. Mais une très grande part de son PIB vient des services financiers et, plus largement, du secteur des services, et aujourd' hui, la production de biens y contribue beaucoup moins. Et comme je l'ai déjà dit plus d'une fois, savoir créer des titres de dette synthétiques garantis par des actifs, c'est peut-être utile quelque part dans les hautes sphères de la finance, mais sur un champ de bataille, ça ne sert pas à grand-chose. Donc, à mon avis, ce qu'on voit, c'est que le rapport de force a déjà changé. Mais si on creuse un peu et qu'on regarde le côté économique, je suis un grand admirateur des travaux de Michael Hudson, et je crois que vous aussi.

Et il distingue deux formes de capitalisme. La première, c'est le capitalisme financier, très répandu aujourd'hui en Occident. Et la deuxième, c'est le capitalisme industriel, que je vois à l'œuvre en Russie et en Chine. Et vous savez, la Russie produit plus d'armements que l'ensemble des pays de l'OTAN, États-Unis compris. Et la Chine est aujourd'hui l'atelier du monde. Alors, la grande question, c'est : lequel de ces deux modèles est le meilleur ? Au vu de ces éléments, il me paraît évident que le capitalisme industriel est le bon modèle. Et je pense qu'il y a aussi d'autres aspects à prendre en compte dans le capitalisme de services. Ce qu'on a pu constater, à mon avis, c'est qu'en Occident, un certain nombre d'institutions financières ont intérêt à créer de la dette en accordant des prêts dans un système de réserves fractionnaires.

Et on a aussi assisté à un transfert de richesse des classes populaires et moyennes vers les classes supérieures rentières. Et c'est un transfert structurel. Je crois que j'en parle davantage dans l'article, Glenn. Mais évidemment, qu'est-ce que ça donne ? Entre autres, ça crée beaucoup de tensions dans les sociétés occidentales, qui ont du mal à faire face à des niveaux d'endettement tels que, franchement, ces dettes ne peuvent pas être remboursées. Vous savez, pour moi, c'est évident qu'on ne pourra pas les rembourser. On peut aussi revenir à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Je crois que la dernière idée de l'Union européenne, qui serait franchement drôle si elle n'était pas aussi tragique, c'est de prêter de l'argent à l'Ukraine et de se faire rembourser ensuite par les Russes.

Enfin, franchement, c'est à mourir de rire que quelqu'un puisse penser comme ça. Comment est-ce qu'on va obliger les Russes à rembourser ? Eh bien, c'est évident : personne ne les y obligera. Mais tout en bas à gauche, Glenn, il y a ce que j'appelle l'énergétique. En gros, c'est le monde de l'énergie. Ça fait quinze ans que je réfléchis à ces questions et que je travaille dans le secteur de l'énergie en mer. Et j'ai développé ce que j'appelle la macroénergétique : c'est une façon de penser l'énergie et d'appliquer cette réflexion à l'analyse macroéconomique. Et je dis toujours que s'il y a bien une chose pour laquelle on peut compter sur les macroéconomistes, c'est pour se planter dans leurs prévisions. Ils sont vraiment très doués pour ça. Et je pense que c'est en grande partie parce que la macroéconomie ne repose pas sur la science.

Ça repose sur les sciences sociales, et ça tient davantage de la croyance. Je me souviens de l'époque où j'étais à Cambridge, il y a bien des années. C'était en mille neuf cent quatre-vingt-douze, je crois. Je venais de quitter un poste de commandement en mer, et mon prof m'a dit : « Ne vous inquiétez pas pour la macroéconomie. Les maths, c'est facile. » J'avais beau avoir un diplôme en maths appliquées et en océanographie physique, je ne me souvenais plus de mes maths. Alors je lui ai dit : « Ah, tant mieux, parce que je ne m'en souviens plus. » Aujourd'hui, je comprends pourquoi les maths sont faciles : c'est que tout est faux. Tout est faux, et les prévisions aussi. On est donc dans une situation où l'énergie compte vraiment, alors que le monde est resté aveugle à son importance jusqu'à une date assez récente.

Alors, qu'est-ce qui s'est passé ? Je pense que je reviendrai à la géopolitique à la fin, mais ce qui s'est passé, c'est qu'on a été forcés d'ouvrir les yeux sur la question énergétique. On est vraiment obligés de reconnaître à quel point l'énergie compte. Et si on regarde le monde sous l'angle

macroénergétique, on voit que l'Occident a probablement provoqué, par ses politiques, une récession mondiale dont il souffre lui-même beaucoup. La première chose qu'on a faite, en deux mille vingt-deux, c'est d'imposer des sanctions à la Russie, notamment sur ses exportations de pétrole et de gaz. Ces sanctions ne pouvaient que nous faire plus de mal qu'à la Russie. Et c'est bien ce qui s'est passé, comme avec toutes ces sanctions qui nous reviennent en boomerang.

Et si vous voulez un exemple de l'ampleur des dégâts, regardez l'économie allemande, qui reposait sur du gaz et du diesel russes, gratuits ou bon marché. Deuxième chose, bien sûr : les Américains, et Donald Trump en particulier, se sont dit que ce serait vraiment une bonne idée d'attaquer l'Iran. Dieu sait comment fonctionnait la relation entre Bibi Netanyahou et Donald Trump, mais les raisons invoquées pour cette attaque semblaient, dans le meilleur des cas, sortir du cadre de la Charte des Nations unies et, dans le pire, être encore plus clivantes. Et comme beaucoup d'entre nous l'avaient prévu, cette attaque risquait d'entraîner la fermeture du détroit d'Ormuz. Et c'est ce qui s'est passé. Et boum, encore un coup terrible porté à l'approvisionnement mondial en énergie.

Et la dernière chose qu'on a faite, récemment, c'est de fournir des armes à longue portée à l' Ukraine. Ce sont les Européens qui les fournissent, pour que l'Ukraine puisse frapper les infrastructures énergétiques russes. Et, ô surprise, ça retire du pétrole et du gaz du marché. Je dirais que je suis analyste dans le domaine de l'énergie, mais j'écoute aussi beaucoup d'autres analystes. Je me souviens de l'un d'eux qui estimait que, si on regarde les dégâts causés par ces trois politiques dans leur ensemble, ça se répartit à peu près à quarante-soixante. Autrement dit, soixante pour cent de l'impact sur l'approvisionnement mondial en énergie vient de la fermeture du détroit d' Ormuz, et quarante pour cent viennent des deux politiques menées contre la Russie. Et ça a donné quoi ? Ça nous mène à une crise du coût de la vie.

Je ne sais pas trop ce qu'il en est en Norvège. Vous êtes probablement un peu mieux protégés. Mais dans le reste de l'Europe, et même aux États-Unis, ça a des effets politiques importants, et ces effets étaient prévisibles. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que la crise du coût de la vie est en fait le symptôme d'une crise des prix de l'énergie. Le prix de l'énergie a augmenté, et je pense que c'est ce qui a le plus de chances de mettre fin aux deux guerres à moyen terme, à condition qu'on ne tombe pas dans le piège d'une escalade absurde : que les États-Unis intensifient la guerre contre l'Iran ou qu'ils entrent en guerre contre la Russie. Dans les deux cas, on perdrait.

Et la raison, c'est qu'à mesure que la crise du coût de la vie et celle du prix de l'énergie s'étendront jusqu'à devenir de vrais problèmes de société en Europe et aux États-Unis, on va se recentrer sur nos propres pays et sur nos propres économies, qui souffrent énormément de ces politiques. Ce changement de priorité finira, je pense, par mettre un terme aux deux guerres. À moins que nos dirigeants, qui ont un peu de mal à réfléchir, je le crains, ne persistent malgré les dégâts qu'ils infligent à leurs propres économies. Bill Clinton disait : « C'est l'économie, idiot. » Il n'a pas raison, mais il n'est pas loin d'avoir raison. À mon avis, ce qui compte, c'est la situation énergétique, parce

que c'est l'énergie qui fait tourner l'économie. Bon, je vais m'arrêter là, Glenn. J'ai à moitié expliqué l'article sur lequel je travaille, et à moitié poussé un coup de gueule. Je ferais mieux d'arrêter de râler et de te laisser ramener la discussion sur un ton plus mesuré.

#Glenn

Non, non, mais je crois que « c'est l'économie, idiot ». C'est une bonne remarque. Je pense qu'en Occident, et surtout en Europe, on a souvent les mauvais débats. Je veux dire que, pour comprendre l'époque qu'on traverse, on devrait parler de géoéconomie. En géoéconomie, l'influence politique, la prospérité et la sécurité découlent souvent de la concurrence entre les États, qui cherchent à faire pencher les rapports de dépendance en leur faveur. Autrement dit, tous les États veulent que les autres dépendent d'eux, mais ils ne veulent pas dépendre des autres. Par exemple, dans les relations entre l'Europe et la Russie, il faudrait que les Russes dépendent de nos banques, de nos monnaies, de nos technologies et de nos industries, mais que nous, on réduise notre dépendance à leur énergie.

C'était un peu la formule, du moins dans les années quatre-vingt-dix et deux mille, et ça l'est sans doute encore aujourd'hui. Mais, vous savez, en lisant l'article, j'ai repensé à cette idée que je défends : la géoéconomie repose sur trois piliers. Il faut des industries qui produisent des biens matériels, des corridors de transport physiques et des industries financières. Et encore une fois, ce n'est pas une idée très originale. Je l'ai un peu piquée au système américain. À la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième, les Américains ont compris que, s'ils voulaient être totalement indépendants de la Grande-Bretagne, il leur fallait d'abord leur propre base manufacturière pour acquérir leur indépendance technologique et industrielle.

Ils avaient besoin d'infrastructures de transport : des routes, des ports, tout ça. Et le troisième pilier, c'était une banque nationale pour leur donner une autonomie financière. À mes yeux, c'est en gros ce que font les Chinois. Je mettrais la Russie dans la même catégorie. On retrouve les trois mêmes piliers : il leur faut leurs propres technologies, des infrastructures de transport comme celles des nouvelles routes de la soie, et enfin, une autonomie financière. J'ai l'impression de n'entendre personne parler de tout ça. Tout ce dont on parle, c'est de combattre le dernier Hitler en date. Est-ce que la Russie va reconstituer l'Union soviétique ?

Pour une raison ou pour une autre, il faut absolument, mais alors absolument, que l'Ukraine soit un État en première ligne. On dirait qu'on sacrifie tout sur le plan géoéconomique. Prenez le premier pilier : l'industrie. On a perdu notre accès à l'énergie, et nos espoirs de souveraineté technologique s'envolent eux aussi. Quant aux corridors de transport, enfin, on s'en prend maintenant à des navires russes. On va supprimer la liberté de navigation pour les Européens ? Et après, on se retrouve où ? Et bien sûr, il y a les banques, le pilier financier. On vole les fonds souverains des Russes. Et ça, ce n'est pas qu'un problème avec la Russie. Le reste du monde ne fera plus jamais confiance aux Européens.

Qu'est-ce que ça veut dire pour nos banques, pour nos monnaies et pour notre capacité à soutenir un tel niveau d'endettement ? Franchement, je ne comprends pas ce qu'ils font. Et j'ai l'impression qu'on est en train de saboter tous nos fondements géoéconomiques, en gros, en jouant à la Seconde Guerre mondiale. Mais oui, c'est aussi ce que je voulais vous demander : d'après vous, comment devrait-on se préparer à l'avenir ? Vous avez dit que le capitalisme financiarisé avait un peu déraillé et qu'il fallait se recentrer sur l'économie réelle. On a un problème d'énergie. On a des problèmes d' endettement, des économies qui se contractent et de la fragmentation. Enfin, comment est-ce qu'on se prépare à l'avenir ? C'est une vaste question, je sais, mais quand même.

#Steve Jermy

C'est une très, très bonne question. D'ailleurs, j'écris un livre là-dessus. Pour l'instant, il n'est pas très bon, mais ne vous inquiétez pas, j'y travaille. Je pense qu'il faut d'abord revenir aux bases. Et même si ça peut paraître un peu tordu, je ne crois pas que ça le soit. Il faut vraiment comprendre ce qui se passe dans le système énergétique. Si je dis ça, c'est parce que c'est lui qui fait tourner le tout, et qu'on part généralement du principe qu'on pourra toujours avoir un peu plus d'énergie. En regardant de près le système énergétique, je pense que vous verrez la même chose que moi et que d'autres. Je suis un grand fan d'un type qui s'appelle Art Berman. C'est un très, très bon géophysicien, et il est aussi très bon en modélisation énergétique.

Je crois qu'on est arrivés à la même conclusion : à cause de la fermeture du détroit d'Ormuz, mais aussi, je pense, de nos politiques à l'égard de la Russie, on ne retrouvera jamais les mêmes niveaux de croissance de l'approvisionnement en énergie qu'avant. Si je dis ça, c'est parce qu'il y a une corrélation extrêmement forte entre l'offre mondiale d'énergie et le produit intérieur brut mondial. Mathématiquement, cette corrélation est proche de un. Beaucoup de gens diront : « Eh bien, le PIB augmente, donc il nous faut plus d'énergie pour soutenir cette croissance. » Moi, je pense que le lien de cause à effet va dans l'autre sens. Je pense que c'est l'augmentation de l'offre d'énergie qui a permis à nos économies de croître. Mais quand l'offre d'énergie commencera à plafonner, ça changera. Je ne vais pas entrer dans les détails ici, mais je pense que c'est le premier point fondamental.

Je crois que la deuxième chose, c'est de bien comprendre ce qui se passe en économie, parce que j' en viens de plus en plus à penser que les économistes ne savent pas de quoi ils parlent. Il y a plusieurs raisons à ça, et je les évoque dans l'article, mais il reste beaucoup de travail à faire là-dessus. Pour vous donner une idée, il y a une phrase formidable d'un très bon économiste, Kenneth Boulding. Il dit que les seuls à croire qu'une croissance infinie peut se poursuivre sur une planète finie, ce sont les imbéciles et les économistes. Et je crois qu'il n'a pas tort. Je crois qu'on compte sur la croissance pour nous sortir de nos problèmes. Ça n'arrivera pas. J'en suis absolument certain, parce que c'est physiquement impossible. On n'aura pas l'énergie nécessaire.

Je pense donc qu'on doit se poser une autre question : comment vivre dans un monde où l'énergie disponible diminue ? On passe d'un monde où l'énergie est de bonne qualité, bon marché et

abondante à un monde où elle est de moins bonne qualité, chère et rare. Et vu le lien entre la quantité d'énergie disponible et la croissance du PIB, cette diminution nous mène vers ce que les économistes appellent une contraction de l'économie, voire, dans certains cas, une dépression. Et je pense que pour vivre dans ce monde-là, il faut vraiment qu'on comprenne beaucoup mieux le rôle que joue l'énergie dans le système économique.

Mais je pense aussi qu'il faut examiner de près l'économie en tant que discipline et se pencher sur certaines choses qui ne tiennent manifestement pas debout pour quiconque a ne serait-ce que des notions de maths. Vous savez, la croissance économique est exponentielle, et elle ne peut pas se poursuivre indéfiniment. Enfin, mathématiquement, c'est évident. Pour que cette croissance se poursuive, il faudrait des réserves infinies, non seulement d'énergie, mais aussi de matières premières. Là encore, mathématiquement, c'est évident : c'est impossible dans un monde fini. C'est donc ça que j'essaie de comprendre. J'essaie de pousser le raisonnement jusqu'au bout sans me laisser embrouiller par les questions de monnaie, parce que je pense que bon nombre des problèmes du monde sont dus aux combines du système financier.

Je crois que les chiffres qu'on entend tourneraient autour de six mille milliards de dollars en produits dérivés et autres instruments de ce genre. Et là encore, je ne vais pas entrer dans les détails, mais il est évident que ce n'est pas tenable. J'ai l'impression que, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, quand notre approvisionnement en énergie a commencé à augmenter moins vite, l'une des choses qu'on a faites, c'est de s'endetter de plus en plus pour essayer d'encourager les investissements dans nos industries, alors même qu'elles commençaient à avoir des difficultés financières. Et je pense que ce qu'on voit aujourd'hui, ce sont les conséquences de ces niveaux d' endettement. Je crois que c'est en Occident que ça fait le plus mal.

Et ce sont à peu près tous des pays occidentaux qui suivent un modèle de capitalisme financiarisé. C' est en grande partie parce que, vous savez, on ne peut pas faire vivre une population avec des prêts ou je ne sais quoi. Il faut pouvoir produire des choses et faire tourner une société semi-industrialisée. Donc, si vous me demandiez comment je m'y prendrais, je crois qu'une des premières choses que je ferais, ce serait de regarder du côté des pays qui fonctionnent avec d'autres systèmes, à commencer, bien sûr, par la Chine et la Russie, et de me demander : « Bon, comment est-ce qu'ils s'y sont pris ? Comment la Chine est-elle devenue l'atelier du monde ? » Et je crois que ce qu'on voit en Chine, c'est un équilibre entre la planification centralisée et le marché.

Je ne dis pas que les Chinois ont tout bon, mais ils s'y sont pris bien mieux que nous. Enfin, on s'est servi du marché pour délocaliser nos industries en Chine, y compris nos industries de défense. Encore une fois, c'est risible. Les Américains, et d'ailleurs les Européens aussi, présentent la Chine comme l'un de leurs grands adversaires. Et pourtant, on leur a carrément donné toutes nos industries de défense, ou à tout le moins, on s'est rendus dépendants d'eux pour des matières premières essentielles, comme les terres rares, qui sont indispensables à la défense. Donc je pense qu'il faut qu'on commence à prendre beaucoup plus de recul. Et l'essentiel, à mon avis, c'est d' accepter qu'on n'est plus puissants.

Je crains que ceux-là mêmes qui ont besoin d'entendre ce message n'y fassent la sourde oreille. Mais les néoconservateurs et les néolibéraux aux États-Unis, le lobby de l'AIPAC et la plupart des élites dirigeantes européennes doivent reconnaître que les États-Unis ne sont plus la puissance dominante. Ils restent une grande puissance, mais ce n'est plus la plus grande. Il y a deux contrepoids : d'un côté, la Russie, qui est en train de battre l'OTAN en Ukraine malgré le soutien des États-Unis à l'Alliance, et de l'autre, la Chine, qui fait des choses stupéfiantes. En ce moment, je crois que les Chinois construisent quatre-vingts pour cent des navires dans le monde. Vous savez, c'est un chiffre extraordinaire.

Et encore une fois, je ne prétends pas un seul instant que l'une ou l'autre de ces sociétés soit parfaite. Mais quand il s'agit de trouver notre voie pour l'avenir, je dirais que leurs modèles paraissent bien plus intéressants que le nôtre. Désolé, c'est une longue réponse à une question courte. Mais, encore une fois, vos idées sur la géoéconomie m'intéressent beaucoup, parce que je crois que les réponses à cette question se trouvent quelque part dans ce dont vous parliez, Glenn. Dans le livre que je suis en train d'écrire et que j'espère publier l'an prochain, je ne dis pas que nous aurons les réponses. Je dis que nos sociétés doivent au moins se préparer à évoluer dans un monde très, très différent de celui dans lequel nous vivons aujourd'hui.

Parce que, comme je le dis souvent, le monde dans lequel nous vivons tous est sur le point de changer d'une manière si profonde que, je crois, très peu de gens en mesurent la portée. Quand on regarde le système énergétique, c'est beaucoup plus facile à comprendre. Mais ça ne veut pas forcément dire qu'il est plus facile de s'y adapter. Il faut au moins essayer de préparer nos sociétés à mieux encaisser les chocs, pas seulement dans l'industrie et l'économie, mais aussi en politique. Et l' une des choses dont je parle dans Energy Realpolitik, mais que je n'ai pas abordée dans l'article, c' est la nécessité d'une nouvelle façon de faire de la politique. Parce que s'il y a bien une chose qui est claire aujourd'hui, c'est que la politique ne fonctionne pas dans le monde occidental.

#Glenn

Je pense que vous soulevez un bon point. Je ne vais pas faire semblant d'avoir les réponses, mais on devrait au moins avoir les bons débats et se poser les bonnes questions. Je pense que c'est un bon début. Mais reprenons, par exemple, ce que vous disiez sur l'idée que la croissance peut nous sortir de l'endettement. J'ai entendu dire que c'était la stratégie de Bessent. Comment on va faire avec 40 000 milliards de dollars de dette ? Oh, la croissance va régler ça. Si c'est ça, la stratégie, on risque d' avoir de sérieux problèmes. Ou reprenons ce que vous disiez sur les terres rares. Les Américains disent qu'il faut se préparer à une future guerre avec la Chine. Mais vous savez, tous ces radars américains qui ont brûlé au Moyen-Orient, leur artillerie, leurs missiles… Enfin, pour reconstruire tout ça, ils ont besoin des terres rares chinoises.

Et au moment même où ils demandent ça aux Chinois, ils leur disent aussi : « Ah, au fait, c'est dirigé contre vous. » Mais comme vous l'avez dit, il y a aussi la question des indicateurs et des modèles qu'

on utilise. On continue de dire que la Russie, c'est une station-service qui se fait passer pour un pays, vous savez, avec une économie de la taille de celle de l'Espagne. Et pourtant, on n'arrive pas à concilier ça avec le fait qu'en matière de matériel militaire, la Russie arrive à produire plus que tous les pays de l'OTAN réunis, et pas qu'un peu. Donc, on dirait qu'on a trouvé des façons de mesurer le PIB qui avantagent beaucoup les économies financiarisées, mais ça ne nous aide pas du tout.

Et comme vous l'avez dit, il y a la question de la stabilité financière. Je veux dire, ces gens ont emprunté des sommes astronomiques pour investir dans le secteur de l'IA, et maintenant, on se rend compte qu'ils n'ont pas de retour sur investissement. C'est une bulle. Même si elle éclate, je suis sûr que la technologie sera formidable. Mais du point de vue d'un investisseur, il faut bien qu' elle rapporte de l'argent, d'une façon ou d'une autre, dans un avenir prévisible. Et je pense qu'on a créé énormément de problèmes, surtout quand on se rend compte que ça ne touche pas que l' économie. La légitimité politique est devenue, elle aussi, dépendante d'une croissance économique sans fin. Alors on voit plus ou moins où tout ça nous mène.

On va voir la concurrence économique s'intensifier, et ça me fait parfois penser à Samuel Huntington. À la fin des années soixante-dix, il a écrit que le mensonge ou le fantasme préféré des profs d'économie, c'est de croire que l'économie est un jeu à somme positive : on coopère, tout le monde y gagne, et il y aura la paix. Mais encore une fois, le fond du problème, c'est que, oui, je pense que c'est souvent, et dans une large mesure, un jeu à somme nulle. Ça ne veut pas dire qu'on ne doit pas essayer de concilier nos intérêts. Mais si on veut y arriver, il faut reconnaître franchement où on est en concurrence directe et où ce que l'un gagne, l'autre le perd. Or, je ne vois rien de tout ça. Tout ce que j'entends, c'est qu'on parle d'amitiés, de gentils et de méchants. C'est très difficile de faire quoi que ce soit dans un climat pareil.

#Steve Jermy

Je viens de lire un livre qui s'appelle Killing Democracy, Glenn. Je ne sais pas si tu en as entendu parler, mais il a été écrit par un auteur irlandais et quelques autres auteurs, américains pour la plupart, je crois. Ce qui est fascinant, c'est qu'il parle du monde après la Seconde Guerre mondiale et de la façon dont on provoquait des changements de régime en secret, parce que, bien sûr, on ne pouvait pas le faire ouvertement. Ce n'était pas conforme à la Charte de l'ONU. C'est un livre vraiment intéressant, qui m'a beaucoup fait réfléchir au rôle de la propagande en Occident. L'une des grandes idées du livre, c'est que les médias occidentaux ont été récupérés et qu'ils se sont en quelque sorte rendus complices en nous vendant ce récit manichéen, avec les bons d'un côté et les méchants de l'autre, où, on ne sait trop pourquoi, parler à la Russie serait une mauvaise chose. Enfin, c'est quand même extraordinaire qu'on puisse penser comme ça.

Mais je pense que ça masque quelque chose de plus profond. Enfin, vous avez parlé du PIB, du produit intérieur brut, et vous avez raison. L'idée du PIB remonte à Simon Kuznets, dans l'entre-deux-guerres. Et il a dit très clairement, il a dit très clairement : « Quoi que vous fassiez, ne vous servez pas de cet indicateur pour décider de la façon de gérer les économies. » Il ne pouvait pas avoir plus

raison, et à peu près tout le monde a soigneusement ignoré son avertissement. Il y a eu quantité d'analyses distinctes, et je remonte aux travaux de Limits to Growth, dans les années mille neuf cent soixante-dix, qui avaient bel et bien prédit ce qui se passe aujourd'hui. En utilisant différentes approches, ils avaient prévu que la production atteindrait un pic vers deux mille vingt, puis chuterait. C'est ce que les spécialistes appellent la falaise de Sénèque, et je pense que c'est ce qu'on est en train de vivre.

Là, on utilisait une analyse des systèmes à une seule dimension. Il y a aussi les travaux de Marion King Hubbert sur le pic pétrolier. Je crois qu'ils ont été un peu discrédités, à tort, à mon avis. Ce qu'ils montrent, je pense, c'est que quand le rythme d'évolution de l'offre de pétrole change, ça peut avoir des effets majeurs sur l'économie. Quand j'ai commencé à m'intéresser à ces idées, j'ai tout de suite vu des événements comme le Printemps arabe non pas comme des événements politiques, mais comme des événements dus à des facteurs économiques et énergétiques. Quand on regarde comment le Printemps arabe a vraiment commencé, c'était en Tunisie, de mémoire, vers deux mille onze. Tout est parti d'un type qui n'avait pas les moyens de nourrir sa famille et qui s'est immolé par le feu.

Je parlais du printemps arabe avec mon frère, qui est un arabisant très brillant. En Occident, on a présenté ça un peu comme un grand élan de démocratie et de liberté, comme si la lumière se levait sur les pays arabes. Mais mon frère a demandé à un ami égyptien : « Pourquoi ça éclate comme ça ? » Son ami lui a répondu par une expression arabe que mon frère m'a traduite : « Les gens ont faim. » Les gens ont faim. Et je crois que ce que ça nous dit, c'est que les économies ne fonctionnent pas. Et à cela, il y a plusieurs raisons.

Mais l'une des raisons, j'en suis sûr, c'est qu'on se focalise trop sur le PIB. À l'heure actuelle, le PIB est un très mauvais indicateur de la santé de l'économie, mais c'est celui qu'on utilise, malheureusement. Et il y a encore plus inquiétant. En Occident, l'indicateur de référence pour mesurer la dette, c'est le ratio de la dette au PIB. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, on a réussi à traverser des périodes financières très difficiles parce que nos ratios d'endettement étaient faibles. Aujourd'hui, la médiane dans les pays du G7 est d'environ cent vingt-cinq pour un. Et bien sûr, ce chiffre suppose que le PIB va se maintenir. Si le produit intérieur brut continue de stagner, alors on pourra peut-être s'en sortir.

Mais ce que ça ne prend pas en compte, c'est qu'à mes yeux, il ne fait pratiquement aucun doute qu'on se dirige vers une contraction de l'économie. Je prévois qu'elle débutera l'année prochaine. Elle se verra dans les indicateurs économiques l'an prochain, même si elle est déjà perceptible aujourd'hui. Et quand ça arrivera, le rapport entre le numérateur et le dénominateur du ratio dette sur PIB va changer. Si le PIB baisse, le ratio dette sur PIB augmente. Alors, qu'est-ce que ça va signifier pour les pays occidentaux qui ont déjà du mal à gérer leur dette et à en assurer le service, alors que les marchés obligataires leur demandent de payer des taux de l'ordre de cinq pour cent ? Vous savez, il suffit d'une légère contraction pour que le ratio dette sur PIB sur les marchés occidentaux atteigne des niveaux vraiment préoccupants, voire dangereux.

Et encore une fois, Glenn, je crois qu'il n'y a vraiment qu'une seule chose positive qui puisse en sortir. À mon avis, c'est ce qui a le plus de chances de mettre fin à ces deux guerres. Alors que les pays du G7 doivent faire face à des niveaux d'endettement dangereux et à de vrais problèmes économiques, j'aimerais croire qu'ils vont se dire, premièrement, que ce n'est pas une bonne idée d' envoyer des milliards à l'Ukraine pour faire durer une guerre qu'on ne peut pas gagner. Et deuxièmement, j'aimerais croire qu'ils vont se dire que ce n'est pas une bonne idée pour les États-Unis de continuer à mener des politiques qui visent à gagner une guerre contre l'Iran. Cette guerre-là non plus, on ne peut pas la gagner, et elle risque d'aggraver une situation déjà périlleuse pour l' économie mondiale.

#Glenn

Quand vous avez parlé de toute cette propagande, ça m'a fait penser à quelque chose. Quand on pense à la propagande, on pense souvent à tous les mensonges et à toutes les contrevérités qu'on répand sur nos adversaires. Mais le problème, c'est qu'on finit par se mentir à nous-mêmes. On pensait pouvoir battre les Russes assez facilement, sur les plans militaire et économique, et les isoler du système international. On partait du principe que les Iraniens étaient arriérés et qu'on pourrait les battre rapidement, eux aussi. On pensait qu'un peu de guerre économique suffirait à faire reculer les Chinois. Si on croyait tout ça, c'est parce qu'on ne mentait pas seulement aux autres : on se mentait à nous-mêmes. Et on voit la même chose en économie et dans la finance internationale. Vous savez, on ment pour empêcher les bulles d'éclater et pour préserver la confiance des consommateurs. Et on ment aussi quand il s'agit de négocier la paix.

Enfin, je me souviens avoir dit dès le début, quand les Russes ont envahi le pays, que, vous savez, ils allaient gagner cette guerre. Et là, c'était : « Oh non, non, il ne faut pas dire ça, ça va affaiblir le soutien de l'opinion publique à la guerre. » J'ai dit : « Les sanctions ne vont pas marcher. » « Oh, vous sapez la confiance dans les sanctions. » Enfin, de nos jours, on dirait que toute la réalité doit être une construction sociale. Je pense souvent à Dostoïevski, vous savez, parce que dans plusieurs de ses livres, il explique que se mentir à soi-même, c'est à peu près ce qu'on peut faire de plus dangereux. Ce n'est pas seulement qu'on perd le sens du bien et du mal. Quand on perd de vue la vérité, on commence à pourrir de l'intérieur.

Enfin, je ne sais pas trop comment mesurer ça sur le plan économique ou en matière de sécurité, mais j'ai l'impression que toute cette malhonnêteté fait désormais partie du problème. Ça nous empêche de faire face au monde tel qu'il est. Et je ne sais pas, moi, je trouve ça frustrant. Mais en fait, ma question portait sur autre chose. Vous avez dit que la guerre en Ukraine prendrait fin pour des raisons économiques, et beaucoup de gens suivent la situation pour voir comment ça va tourner. Est-ce que c'est l'économie qui va faire la différence ? Est-ce que ce sera la politique ? Il y a beaucoup de scandales de corruption, et les gens se méfient du gouvernement. Mais bien sûr, il y a aussi la situation militaire sur le front. Comment voyez-vous tous ces facteurs jouer les uns sur les autres ?

#Steve Jermy

Je vois deux phases. Et je pense que le mot que vous avez employé est vraiment important : l' interaction. Je ne pense pas que les dirigeants occidentaux fassent le lien entre les différents éléments, surtout les va-t-en-guerre qui sont en première ligne pour défendre une hégémonie américaine et européenne déjà perdue. Ils ont tendance à raisonner en termes géopolitiques, plutôt qu'en termes géoéconomiques ou macroénergétiques. S'ils le faisaient, ils verraient les choses autrement. Ils les verraient comme vous et moi. Donc, pour répondre à votre question, je pense qu'il y a deux scénarios plausibles pour la suite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

La première voie, c'est le pire des scénarios. À mesure qu'il devient de plus en plus évident que l' Occident est en train de perdre sur le champ de bataille — et je parle aussi bien de la campagne terrestre que de la campagne aérienne au-dessus de l'Ukraine —, je crains qu'il ne panique et ne se lance dans l'escalade. S'en prendre à des navires de guerre russes au large de la Libye, par exemple, ça ressemble exactement à ce genre d'escalade. Et puis, à un moment donné, les Russes décideront de répliquer de la même manière. À mon avis, soit ils feront une sorte de démonstration pour montrer qu'ils sont capables de riposter, soit ils riposteront en frappant fort.

À mon avis, ils commenceraient par lancer des avertissements. Ça pourrait se faire en coulisses ou publiquement. Je pense que ce serait plutôt en coulisses, mais ces avertissements viseraient les pays qui poussent le plus à l'escalade du conflit. Il semble que ce soient la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'avertissement serait le suivant : « Si ça continue, on ripostera d'une manière ou d' une autre contre votre territoire ou vos intérêts. » Et s'ils ripostent, on pourrait se retrouver dans un scénario à la Guns of August, où l'engrenage nous entraînerait dans une guerre ouverte entre l'OTAN et la Russie.

Je pense que ça ne dégénérerait probablement pas en guerre nucléaire, mais qui sait ? Et puis, qui a seulement envie d'envisager cette possibilité ? Si ça ne dégénère pas en guerre nucléaire, alors, comme je l'ai dit dans un article intitulé « The Coming War with Russia », je dirais que ça finira mal pour l'Europe. À mon avis, les Américains ne voudront pas intervenir. Je pense qu'ils y réfléchiront à deux fois. Mais disons que c'est le pire des scénarios. Dans le meilleur des cas, qui me paraît plus probable, les Russes sont prêts à laisser l'Occident se détruire tout seul. C'est ce que Poutine, en particulier, estime être en train de se passer. Je crois qu'il l'a dit tout récemment, à la dernière conférence de Valdaï : l'Occident est en train de se détruire. Et il se trouve que je suis d'accord avec lui.

Ça ne fait pas de moi un partisan du Kremlin ou de Poutine. Je regarde simplement les faits de manière objective. Et quand je vois l'état de nos économies, je pense par exemple au ministre britannique des Finances, qui vient de présenter un budget où il consacre beaucoup d'argent à l' Ukraine. Je crois que c'était onze ou douze milliards. Et pourtant, rien n'a été prévu pour porter les dépenses de défense du Royaume-Uni à trois pour cent du PIB d'ici à deux mille trente, puis à trois

virgule cinq pour cent d'ici à deux mille trente-cinq. La décision a été remise à plus tard. Enfin, au fond, ça n'a pas vraiment de sens, parce que je ne crois pas qu'on ait les capacités industrielles pour utiliser cet argent à bon escient. Mais il faudra aussi réfléchir à cet argent, comme on le fait pour l'argent consacré à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, en se demandant ce qu'on met dans les canons et ce qu'on met dans le beurre.

Alors, à mesure que les gens s'inquiètent de plus en plus de l'état des économies européennes, je crois que ça commence déjà, Glenn. L'AfD parle de réconciliation avec la Russie, et je pense que Le Pen sera sur la même ligne. Notamment parce que, à mon avis, elle va commencer à se rendre compte, comme d'autres ailleurs en Europe, que ce n'est pas forcément une si mauvaise idée d'en parler aux Européens qui ont des difficultés économiques. Et je crois qu'on en voit les premiers signes. On en voit aussi les tout premiers signes au Royaume-Uni. J'en profite pour faire un petit appel, Glenn. On a lancé une pétition au Royaume-Uni. Vous la trouverez sur mon Substack. Elle demande que le Royaume-Uni suspende son soutien à la guerre entre la Russie et l'Ukraine et qu'on réexamine la situation.

On a dépassé les dix mille signatures, ce qui veut dire qu'on va maintenant obtenir une réponse du gouvernement. Si on arrive à cent mille signatures, il pourrait y avoir un débat là-dessus au Parlement britannique. Donc, encore une fois, j'encourage les Britanniques qui nous écoutent à signer la pétition. Seuls les citoyens britanniques et les personnes qui résident au Royaume-Uni peuvent signer. Mais si on regarde ces trois pays — le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne — et l'inquiétude qui commence à se faire sentir dans chacun d'eux, ça pourrait compter. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il se passe quelque chose d'ici là, que les milieux au pouvoir provoquent une forme d'escalade et que ça tourne mal pour nous. Je pense donc qu'il y a deux scénarios possibles. Il y a le mauvais scénario, où l'escalade débouche sur une guerre ouverte entre l'OTAN et la Russie.

Si je devais dire comment ça risque le plus de commencer, je pense que ce serait par une intervention des forces de l'OTAN, soit à Kaliningrad, soit contre des navires russes en haute mer. Je suis presque certain que les attaques contre des navires russes au large de la Libye n'ont pas été menées par l'Ukraine. J'aurais plutôt tendance à penser que c'étaient d'autres pays. Si je devais me prononcer, je dirais que c'est probablement la Grande-Bretagne, mais je n'en ai aucune idée. Et tôt ou tard, je pense que la pression politique sur Poutine pourrait devenir telle qu'il ne pourrait plus s'abstenir d'agir. Ou alors, il pourrait décider qu'il est important d'agir pour rétablir la dissuasion, si vous voulez.

Mais je dirais que c'est du quarante-soixante entre ces deux possibilités. La plus probable, c'est que les Russes continuent d'avancer méthodiquement sur le champ de bataille en Ukraine, au sol comme dans les airs. Comme je l'ai dit bien des fois, l'Europe, l'OTAN et les États-Unis n'ont plus les moyens de défendre l'Ukraine contre cette campagne aérienne. Alors, tous ces discours sur la livraison de nouvelles armes à l'Ukraine, ça ne rime à rien. Nos armes ne fonctionnent pas, et il y a peu de chances qu'elles fonctionnent. Si l'Ukraine finit par tomber à la suite d'une forme d'effondrement interne, je pense que ça pourrait mettre fin à la guerre. L'autre scénario qui pourrait mettre fin à la

guerre, ce serait un net recul économique, surtout en Europe, qui entraînerait de très graves problèmes de société.

#Glenn

Ce qui, selon vous, risquait le plus de déclencher une guerre directe, une guerre nucléaire avec la Russie, c'est en gros ce qu'on voit cette semaine : des menaces contre Kaliningrad et des attaques contre des navires russes en mer Baltique et au large de la Libye. Enfin, c'est vraiment désastreux et dangereux, et tout ça se fait sans véritable débat. On nous a vendu l'idée que ce serait une guerre par procuration, et la plupart des gens semblent avoir accepté ça. J'invite les Britanniques à aller sur votre Substack, à retrouver le lien et à signer pour qu'on puisse en débattre. De mon point de vue, nos dirigeants politiques semblent avoir pris une décision qui pourrait provoquer une guerre directe avec la Russie. Et on n'a pas encore eu l'occasion de se demander si c'était une bonne idée, ni même à quoi ressemblerait cette guerre. Donc oui, je ne saurais trop encourager les gens à le faire. En tout cas, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous parler aujourd'hui.

#Steve Jermy

Non, c'est un plaisir. C'est toujours un plaisir. Et je le pense vraiment, parce que je profite de votre érudition et que je peux, de mon côté, apporter quelques éléments concrets. Espérons qu'on pourra ouvrir ce débat au grand jour en Europe, parce que c'est là qu'il doit avoir lieu. J'espère qu'on pourra faire comprendre à suffisamment de gens que nos dirigeants nous entraînent dans une guerre sur la foi d'une supposition. Ils supposent que la Russie ne réagira pas. Et ils supposent qu'on n'en arrivera pas à une confrontation nucléaire. Moi, je ne veux pas qu'on parte en guerre sur la foi d'une supposition. Si on doit partir en guerre, je veux que cette décision repose sur une discussion et une véritable analyse des risques. Et jusqu'ici, je n'ai vu absolument aucune analyse des risques. Alors merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion d'en parler, Glenn.